

Quelles garanties les Soviets apporteront-ils à Gênes ?

Christian Rakovsky

Source: «Le Matin», samedi 11 février 1922. Notes MIA.

BERLIN, 9 février. Président des soviets et commissaire du peuple, c'est-à-dire chef d'État, à Kiev, dans la capitale d'une république de 40 millions d'habitants, membre du conseil central à Moscou, c'est-à-dire ministre, délégué de l'Union des soviets à Gênes, tels sont les trois titres du citoyen Rakovsky. J'ai causé toute une soirée avec lui. Rakovsky, originaire de la Dobroudja, issu d'une famille révolutionnaire cultivée et aisée, n'a rien de la corrosive ironie d'un Radek. Gentleman aux manières raffinées, avec un visage romain aux traits fins et impérieux, il fixe, sur vous, en parlant, un étrange regard à la fois dur et persuasif. Il a un grand souci de mesurer ses termes et de préciser sa pensée par des détails documentés. Son français est très sûr, il a fait ses études en France. Personnage officiel qui va représenter pour la première fois l'Ukraine et la Russie dans une conférence internationale, Rakovsky se livre moins que Radek dans la conversation, et je considère ce qu'il m'a dit comme d'une importance particulière, car c'est lui qui, le 20 février, dans le grand conseil qui aura lieu à Moscou, présentera un rapport pour préparer à la conférence de Gênes au sujet des perspectives sur les relations franco-russes. [Jules Sauerwein]

Que contiennent les conditions de Gênes ? Elles offrent à la Russie des garanties, mais elles lui en demandent. Des garanties offertes, c'est-à-dire la promesse de ne pas intervenir dans notre politique intérieure, nous en prenons acte.

Des garanties demandées, voici ce que je vous dirai : Nous avons déjà depuis un an modifié notre législation. La commission extraordinaire¹ est en voie de disparition et les crimes et délits, tant politiques que de droit commun, sont de plus en plus déferés aux tribunaux ordinaires.

La propriété privée existe en effet, au lieu de la levée des denrées qu'on faisait durant toute l'année chez les paysans, nous prenons maintenant un impôt en nature qui, suivant la fertilité du sol, le nombre des membres de la famille et l'étendue du lopin varie de 10 à 15 %. Le reste, nécessaire ou superflu, appartient au paysan qui, dès que son impôt a été soldé, en trafique à son gré.

Notre industrie est organisée en trusts. À la tête de chacun de ces trusts est un conseil qui agit comme une personne juridique. Ces personnes font entre elles du commerce et comptent en roubles-or, payables naturellement en papier à un cours stable. Ces réformes ont été accomplies non par souci préventif de plaire aux capitalistes étrangers, mais parce que au communisme de guerre a succédé naturellement un régime de paix qui permet des transactions avec les États non soviétiques.

Je ne veux surtout pas que vous m'accusiez de faire un tableau idyllique d'une situation pleine de difficultés. Nous avons en Ukraine cinq gouvernements sur douze touchés par la famine, mais tout de même nous avons fait de vrais progrès en adoptant notre organisation.

1 Il s'agit de la Tchéka (*Tchrezvychajnaïa Kommissiia*), la Commission extraordinaire pour la répression de la contre-révolution et du sabotage, constituée par décret du Conseil des commissaires du peuple le 7 (20) décembre 1917 avec à sa tête Félix Dzerzhinsky. Elle fut abolie en février 1922 et remplacée par la Guépéou (*Gossou্দarstvénnoïe politicheskoié oupravlénié* : Direction politique d'État).

L'ouvrier d'usine et les mines

Ainsi l'ouvrier du Donetz, par exemple, travaille d'une manière satisfaisante depuis qu'en remplaçant la levée par l'impôt, nous avons pu lui constituer un stock de vivres de deux mois, qui lui donne la sécurité du lendemain.

À l'usine des locomotives de Kharkov, le rendement dépassait dernièrement de 7 % le rendement d'avant-guerre.

Du bassin du Donetz, c'est-à-dire d'une région qui jusqu'il y a un an n'était qu'un champ de bataille, nous avons extrait l'année dernière 400 millions de pouds² de charbon ; ce n'est que 25 % de la production d'avant-guerre, mais le rétablissement est très progressif, si bien qu'en décembre dernier, la production a atteint 61 millions de pouds, ce qui représente 41 % de la moyenne mensuelle d'avant-guerre.

Tout ce que je vous dis ne doit pas faire baisser votre cote financière. Je veux simplement vous prouver que notre pays n'est nullement dans l'état anarchique que l'on dit et que l'on peut commercer sans entrave avec lui.

L'autorité soviétique

L'autorité soviétique est incontestée en Ukraine comme en Russie. Quand vous voyez qu'on vous parle d'insurrection comme en novembre dernier, sachez que ce sont des moyens d'expliquer l'intrusion de bandes étrangères sur l'existence desquelles j'ai d'ailleurs fourni des preuves documentées aux Polonais. Nos paysans les chassent sans peine.

Le monde tout entier peut du reste se féliciter que nous soyons là, car si, par malheur, nous disparaissions, la Russie serait plongée dans un chaos dont le Moyen Âge lui-même n'offre pas d'exemple.

Si on entre en reports avec nous pour nous imposer des conditions incompatibles avec notre existence politique, si on veut en un mot nous traiter en colonie, il ne résultera de la conférence rien de stable, ni de profitable pour personne. Au contraire si l'on nous traite comme l'on doit traiter un État souverain et indispensable au rétablissement économique du monde, nous pouvons avec nos ressources satisfaire les désirs de toutes les puissances.

Les richesses du sol russe

Nos bois sont indispensables en Angleterre, nos pétroles dont la France a besoin, le charbon, le manganèse dont nous avons le monopole, le minerai de fer, voilà, entre beaucoup de richesses que vos techniciens connaissent, de quoi fournir des garanties et des contre-parties pour les opérations commerciales avec la Russie.

Avant de songer à reprendre d'amicales relations franco-russes, il faut que vous vous imaginiez quelle a été la situation du pays soviétique depuis quatre ans : 6 millions d'hommes enrégimentés, 15 levées en Russie, 7 en Ukraine, toutes ces masses jetées d'un front à l'autre sans transports ou presque, tantôt vers Arkhangelsk, tantôt vers l'Oural ou vers la Pologne, une industrie créée de toutes pièces, un blocus qui ne laissait pénétrer ni une balle de coton, ni machines agricoles.

Les paysans étaient épuisés et ruinés par l'atroce guerre civile et avec cela l'accusation d'impérialisme jetée à notre face. Qui avons-nous attaqué ? Je mets au défi, quiconque de le dire. Est-ce nous qui avons attaqué [Koltchak](#) ? Ou le baron [Wrangel](#) ? ou bien la Pologne³ ? Qui avait commencé à envahir l'Ukraine ?

2 Mesure de poids valant 16,38 Kg.

3 Référence à la guerre de conquête contre l'Ukraine et la Russie soviétiques déclenchée par la Pologne le 25 avril 1920. Après l'échec de la contre-offensive soviétique devant Varsovie, un armistice fut signé le 12 octobre, puis un traité de paix le 18 mars 1921 à Riga.

Les dettes

Nous nous sommes défendus, voilà tout et je crois pouvoir dire que tous ces complots contre nous, la France en a été l'âme. Il y a à cela une explication. Vos gouvernements étaient convaincus que nous pouvions rentrer dans des combinaisons hostiles à votre pays. Ils commencent à se rassurer.

Nous pouvons nous entendre. Je ne vois pas un seul sujet de friction dans le monde entre les deux pays. Je vois au contraire maintes opportunités de nous rendre de précieux services réciproques. Mais il y a une question de dettes. Il faut qu'elle soit résolue pratiquement dans un esprit de réalisme et non de chicane.

Quel est le gouvernement russe, socialiste ou autre, qui pourrait dire à l'ouvrier ou au paysan : « Quatre années durant on vous a ruinés, combattus, affamés, livrés à toutes les misères, à toutes les révolutions, à toutes les épidémies, et maintenant n'ayant pu nous vaincre on vient chez nous faire des affaires ? Le premier acte de cette réconciliation est de présenter une facture formidable sans tenir compte de vos pertes et de vos dommages. » Vous ne pouvez raisonnablement pas exiger de nous un acte politique aussi insensé.

Ce qui est vrai, c'est que le relèvement économique et le paiement des dettes doivent marcher de pair et que si cette question se règle rapidement et commercialement par des contrats, nous payerons sans faire de difficultés et dans la mesure de nos forces.

Il faut que nous ayons le bonheur de persuader la France que nous n'avons jamais été et que nous ne sommes pas ses ennemis, et que l'union des républiques soviétiques, de l'Ukraine, à l'océan Pacifique, est un gouvernement stable, avec lequel on peut travailler et s'entendre.